



Un encart
de 6 pages, intitulé
**LES SÉNATEURS SOCIALISTES D'I-&-V
RASSEMBLÉS POUR NOTRE TERRITOIRE**
est inséré entre les pages 6 et 7 du journal

Le tour de France du projet

sommaire

Vie fédérale :

Le Parti travaille, réfléchit et vote : page 2

La Maison des Socialistes : page 2

Sous les projecteurs : page 3

Edito : page 3

Dossier : Environnement,

Energie, Climat : pages 4 et 5

Socialisme, écodéveloppement,

social-écologie page 6

Dossier : la justice fiscale

et la politique : page 7 et 8

Fiscalité et collectivité : Page 9

La France qu'on aime : page 10

MJS : page 11

Convergences culturelles, la culture
et la cité : page 12

BONNES FÊTES
DE FIN D'ANNÉE
À TOUTES ET À TOUS



La France
Rennes - 2 décembre

LE PARTI TRAVAILLE, RÉFLÉCHIT ET VOTE



La Coopol présentée le 28 novembre à 19 secrétaires de section

Lundi 16 novembre

Le Conseil Fédéral a débattu sur la liste proposée par Frédéric Bourcier, Premier Secrétaire Fédéral et adoptée par la commission électorale par 7 voix contre 6. A l'issue du débat, cette liste (voir page 3) a été adoptée par 26 voix pour, 14 contre et 4 abstentions.

Une liste alternative a été déposée par Marine Clabé, conformément à nos statuts.

Mercredi 25 novembre

Catherine Milin, Secrétaire Fédérale à la formation, a organisé la première réunion de l'université permanente décentralisée, en présence de Raphaël Chambon, membre du réseau des formateurs nationaux.

Un tiers des sections a assisté à un exposé riche et dense sur l'histoire du Parti Socialiste.

Revenant sur les grandes dates qui ont construit notre parti, cette séance de formation a ainsi permis aux camarades de mieux comprendre les débats qui ont forgé l'identité du Parti Socialiste français.

Samedi 28 novembre

Mathieu Deghan et Rémi Rousseau, du national, ont animé une formation à l'échelle de la Bretagne sur la Coopol, la nouvelle coopérative politique des socialistes annoncée par Martine Aubry à La Rochelle. Le matin, les cadres fédéraux du Morbihan, des Côtes d'Armor et d'Ille-et-Vilaine qui avaient répondu à l'invitation de notre fédération et, l'après-midi, les secrétaires de section ont été accueillis par Pierre Morin, Premier Fédéral adjoint et Jean-François Picaut, Secrétaire Fédéral à la Communication. Chacun a ainsi pu commencer à se familiariser avec ce nouvel outil de communication, de débat et d'organisation qui devrait être à la disposition des secrétaires de section, courant décembre.

Jedi 3 décembre

Les militants socialistes d'Ille-et-Vilaine, appelés à voter, ont validé la liste du Conseil Fédéral par 66,27% des voix. Voir les candidats, page ci-contre.



Vote de la section de Montfort-sur-Meu le 3 décembre

LA MAISON DES SOCIALISTES



Le 10 novembre, quatre-vingts contributeurs (sur 156) de la Nouvelle Maison des Socialistes ont répondu à l'invitation du Premier Secrétaire et du Trésorier Fédéral pour une soirée inaugurale. Le Premier Secrétaire Fédéral a rappelé les raisons et les besoins qui ont conduit la direction fédérale à transférer le siège des socialistes du 45 bis, boulevard de la Liberté, devenu trop petit, au 22, rue de La Chalotais. Il a surtout salué la traditionnelle solidarité financière manifestée, en sus de leurs cotisations, par les socialistes lors des acquisitions immobilières successives (1975, 1982-1983, 2009) avant d'inviter les participants à prendre le pot de l'amitié et visiter la Maison des Socialistes.

Au 10 novembre, les militants et sympathisants d'Ille-et-Vilaine ont participé à l'aménagement de nos nouveaux locaux à hauteur de 9 506 euros sur les 20 000 budgétés. Cet appel à soutien va être poursuivi en 2010 avec le coupon ci-dessous. Un petit rappel est nécessaire à la compréhension de chacun. Le reçu fiscal permet 66% de diminution sur le versement des impôts sur les revenus. C'est-à-dire qu'un don de 100 euros donne droit à 66 euros de réduction sur l'impôt sur les revenus (soit un don effectif de 34 euros).



MAISON DES SOCIALISTES

**Talon à adresser à la Fédération
d'Ille-et-Vilaine du Parti Socialiste
22, rue de La Chalotais - 35000 Rennes**

NOM : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

_____ Commune : _____

Je fais un don de euros par chèque libellé à l'ordre de l'ADFPS 35 pour aider à l'aménagement de la nouvelle **Maison des Socialistes** d'Ille-et-Vilaine du 22, rue de la Chalotais.

Je recevrai en 2010 un reçu fiscal spécifique pour cette contribution exceptionnelle.

Sous les projecteurs

Les socialistes,
candidats pour
les prochaines
régionales
en Ile-et-Vilaine,
seront conduits par



SYLVIE ROBERT

Liste proposée par le Conseil Fédéral
et adoptée par les militants socialistes :

- 1 - **Sylvie ROBERT**, Conseillère Régionale sortante,
Conseillère Municipale, Rennes
- 2 - **Serge BOUDET**, Conseiller Régional sortant,
Conseiller Municipal, Fougères
- 3 - **Isabelle THOMAS**, Conseillère Régionale sortante,
Conseillère Municipale, Saint-Malo
- 4 - **Pierrick MASSIOT**, Conseiller Régional sortant, Rennes
- 5 - **Anne PATAULT**, Conseillère Municipale de Renac, Redon
- 6 - **Christian ANNEIX**, Adjoint, Cesson-Sévigné
- 7 - **Claudia ROUAUX**, Conseillère Municipale, Montfort
- 8 - Personnalité Qualifiée
- 9 - **Maria VADILLO**, Conseillère Régionale sortante,
Adjointe, Rennes
- 10 - **Loïc CHESNAIS-GIRARD**, Maire, Liffré
- 11 - **Hind SAOUD**, Conseillère Municipale, Rennes
- 12 - **Hervé UTARD**, Vitré
- 13 - **Marine CLABÉ**, Rennes
- 14 - **Jean-Yves LECLERC**, Conseiller Municipal, Bain-de-Bretagne
- 15 - **Christine HERVÉ**, Saint-Malo
- 16 - **Tristan LAHAIS**, Rennes
- 17 - **Evelyne LUSSOT**, Chantepie
- 18 - **Houssein IBRAHIM HOUMED**, Rennes
- 19 - **Armelle BRETONNET**, Conseillère Municipale de Saint-Grégoire, Betton
- 20 - **Bertrand DELOFFRE**, Adjoint de Chartres, Bruz

RÉSULTATS DU VOTE DU 3 DÉCEMBRE :

Participation : 872 votants (67,54%)
Nuls : 33 (3,78%)
Pour la liste du CF : 556 voix (66,27%)
Pour la liste déposée par Marine Clabé : 283 voix (33,73%)

Edito



Par
Frédéric BOURCIER,
Premier Secrétaire Fédéral

Après Copenhague, une social démocratie écologiste ?

Comme le rappelait Martine Aubry dans une récente tribune au journal «Le Monde», les socialistes sont désormais confrontés à un double défi : assumer en même temps l'exigence sociale (bien vivre) et l'exigence écologique (survivre).

Au-delà d'un simple slogan, nous mesurons la difficulté de répondre à ce double défi, car nous sommes passés depuis le début de l'ère industrielle de cycles d'expansion et d'exploitation à des cycles sans croissance sur une planète dont l'épuisement des ressources naturelles menace jusqu'à son existence.

Nous conduisons dans les collectivités territoriales des politiques concrètes en matière d'énergie renouvelable, de biodiversité, de transports propres, d'aménagement durable. Il nous faut maintenant être à la pointe des débats sur la «croissance verte», sur l'éco-conditionnalité accompagnée de la clause sociale dans les politiques publiques, car ceux-ci irriguent ni plus ni moins que le renouvellement de notre modèle de société pour le XXI^e siècle. En effet, il s'agit d'introduire là de la régulation, de remettre en cause les indicateurs de croissance. Il ne s'agit pas de prôner la décroissance, mais de rentrer dans une logique de croissance sélective pour produire utile socialement et économiquement, sobriement et proprement d'un point de vue écologique.

Comment ne pas voir dans ce modèle de société — le postmatérialisme — le prolongement de ce que nous avons toujours porté depuis la naissance du socialisme : une société du mieux-être où l'Education, la Culture, la Laïcité, la Solidarité, la Mixité sont promues au rang d'outils, de valeurs, d'aspirations plus importants que le simple fait de posséder.

Se battre avec une exigence sociale et écologique, c'est vouloir une société plus humaine.

LE PARTI SOCIALISTE ET LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX NATIONAUX

entretien avec
PHILIPPE TOURTELIER,
député socialiste d'Ille-et-Vilaine

Une politique du logement socialement juste et respectueuse de l'environnement est-elle possible ?



Ce doit être un des objectifs majeurs du Parti Socialiste. C'est difficile pour le logement ancien, souvent mal isolé et qui loge une partie des plus défavorisés. Je regrette que les fonds issus de la taxe carbone ne soient pas utilisés pour l'isolation

des logements de ceux qui en ont le plus besoin. Les organismes HLM font des efforts pour le logement existant public.

Comment converger vers une agriculture qui ne pollue pas et qui assure à tous une alimentation saine ?

En France il y a des tentatives de faire une agriculture plus respectueuse de l'environnement mais tout ne va pas être «bio» et l'enjeu se situe au niveau européen. L'agriculture des pays en voie de développement doit être plus productive, ce qui ne signifie pas plus intensive. Elle doit intégrer les spécificités locales et ne pas être semblable à celle qu'on a développée avec beaucoup d'intrants.

Peut-on imaginer une politique de transport efficace au niveau de la pollution ?

Les modes doux de transport, les transports en commun sont efficaces mais le problème du remplacement du pétrole comme carburant reste entier. L'urbanisme a aussi une

incidence : villes pas assez denses, services à la proximité très relative, etc. Le retour de la proximité est une réponse à la question de la pollution par les transports. Or le gouvernement Fillon-Sarkozy prend l'autre sens en reconcentrant tout, tribunaux, hôpitaux, etc. C'est un démenagement du territoire au détriment de la proximité des services.

Comment concilier l'indépendance énergétique et le recours à une énergie propre ?

La réponse se situe au niveau européen avec des pays aux traditions énergétiques différentes, charbon, nucléaire (peu propre en raison de ses déchets), etc. Elle passe déjà par des économies d'énergie. Aussi est-il dommage que sur les aspects «efficacité énergétique et économies d'énergie» le paquet climat/énergie soit non contraignant, ce qui aurait obligé à s'occuper des secteurs diffus (transports, agriculture,...) non considérés dans les quotas de CO₂. Il faut aussi développer les énergies renouvelables en tenant compte du cycle de vie des produits.

Que faire pour que le développement durable ne soit pas un luxe réservé aux pays riches ?

Les pays riches souhaitent un accord à Copenhague parce que le réchauffement climatique les frappe directement. Mais il faudrait qu'ils tiennent enfin les promesses jamais tenues envers les pays pauvres. A la conférence de Rio, la préservation de l'environnement et du développement étaient liés. Après on les a séparés, mais on n'a pas suivi nos engagements sur le développement et la pauvreté. Aussi a-t-on peu de crédibilité vis-à-vis des pays pauvres qui demandent, pour une question de survie, un minimum de développement. C'est à nous de leur donner les technologies pour qu'ils ne suivent pas la croissance mortifère pour l'environnement que l'on a connue. Les pays riches ne doivent pas se contenter de discours.

Propos recueillis par
Jean-Marie Lion



Entretien avec
ISABELLE THOMAS,
Conseillère Régionale de Bretagne,
Présidente de la Commission
Environnement et Cadre de Vie

L'eau, l'énergie et l'espace resteront parmi les principaux enjeux de l'humanité. A titre d'exemple, si l'on examine les causes des conflits armés, on trouve presque toujours une de ces ressources vitales. Aucun territoire n'échappe à cette règle de trois.

La qualité des eaux en Bretagne est une revendication majeure de la part de la population. Comment la Région pense-t-elle peser sur cette question ?

C'est le modèle de production agricole, et non les agriculteurs, qui est la cause principale des graves problèmes de qualité de l'eau. Les algues vertes en sont l'une des conséquences les plus dramatiques. Désormais le caractère toxique de leur émanation en phase de décomposition (hydrogène sulfuré) est démontré. On parle aujourd'hui de 70 000 m³ sur nos côtes alors que 5 000 m³ avaient été ramassées en 1970. Le Conseil régional n'a pas la compétence sur l'eau. Mais devant l'urgence et l'exigence légitime des citoyens de s'attaquer à ce problème, Jean-Yves Le Drian demande depuis 2004 à expérimenter la compétence sur l'eau. Chirac comme Sarkozy ont refusé. Pire, l'État est revenu sur les engagements de la Charte pérenne, document de compromis pourtant signé par lui-même, les représentants agricoles et la Région... Que dire des autorisations d'extension de porcheries et de poulaillers accordées par les préfets et

L'ÉNERGIE ET L'ESPACE

passant outre les avis négatifs des Conseils municipaux ? Aujourd'hui l'État se dit prêt à prendre en charge le ramassage des algues. Mais c'est aux causes du mal qu'il faut s'attaquer. La Région propose de le faire sur les territoires les plus touchés grâce à une autre politique publique agricole qui passe notamment par une utilisation et une répartition différentes des aides de la Politique Agricole Commune.

La Bretagne a un important potentiel en énergies renouvelables. Une plus grande indépendance énergétique est-elle envisageable dans les années à venir ?

En matière d'énergie, la première question que nous devons nous poser est la suivante : comment la Bretagne peut-elle contribuer à limiter le réchauffement climatique ? Rappelons que l'énergie la plus écologique, la plus économique et la plus sociale, c'est celle

qui n'est pas consommée. C'est pourquoi l'isolation des bâtiments permettant d'en diminuer le chauffage constitue une priorité pour toutes les collectivités. La question des transports, deuxième consommateur d'énergie et premier émetteur de gaz à effets de serre, doit être posée à tous niveaux. Le développement des TER fait partie des réponses de la Région, mais on peut citer d'autres dispositifs liés à l'urbanisme ou à la recherche. La production de chaleur et d'électricité à base de renouvelable contribue aussi à l'objectif de 2 degrés fixé par le GIEC d'ici la fin du XXI^e siècle. Or de ce point de vue, la Bretagne a plus d'un atout : 2^e potentiel éolien de France, 2 700 km de côtes et un savoir faire maritime propice au développement des énergies marines, un potentiel en biomasse et en solaire prometteur... Ces objectifs ont été chiffrés dans le Plan Énergie pour la Bretagne voté en 2007 par la Région, et ils dessinent les prémices de l'autonomie énergétique.

Comment préserver le patrimoine naturel, notamment sur le littoral, et limiter l'étalement urbain, inévitable conséquence de l'attractivité de la Bretagne ?

Pour ce qui est de l'espace, la démographie et l'économie résidentielle exigent une grande vigilance de la part des Bretons. Les décennies que nous venons de traverser ont fortement consommé l'espace et l'étalement urbain a pris des dimensions inquiétantes. Si l'Établissement Public Foncier constitue un début de réponse pour les zones littorales et pour les agglomérations, c'est toute une culture de l'urbanisme qu'il faut inventer, intégrant l'objectif social et écologique de diminuer au maximum les déplacements, en premier lieu les déplacements automobiles.

**Propos recueillis par
Sylvie Lefranc**



entretien avec
LAURENCE ROSSIGNOL,
Secrétaire nationale
à l'Environnement et au
Développement Durable

Pouvez-vous nous parler de cette exigence écologique qui doit dicter notre action ?

On ne peut pas continuer de produire, consommer et vivre comme on l'a fait dans la seconde moitié du XX^e siècle sans se préoccuper des conséquences de l'activité humaine sur l'équilibre et le devenir de la planète. Le réchauffement climatique, dont on observe

déjà les effets, aggrave les inégalités entre le Nord et le Sud. Les victimes sont les plus fragiles, les plus pauvres. Les catastrophes climatiques, la progression des déserts, la sécheresse accentuent la crise alimentaire.

Dans les pays développés, le gaspillage des ressources naturelles est banal. Il fait même partie du fonctionnement des économies dites d'abondance. Mais il pèse lourd dans les budgets des familles populaires. Ne pas agir, c'est bien sûr exposer les générations futures, mais c'est aussi laisser la pénurie organiser l'accès à l'eau ou à l'énergie. La politique environnementale est désormais un des paramètres de la lutte contre les inégalités qui fonde l'identité socialiste.

Que peut-on attendre du sommet de Copenhague ?

Qu'il soit le premier rendez-vous du XXI^e siècle en faveur d'un nouveau modèle mondial de développement. Deux sujets centraux : les engagements des pays industrialisés pour réduire leurs émissions de gaz à effets de serre et les moyens que ces mêmes pays peuvent dégager en faveur des pays en développement pour leur garantir un partage équitable des richesses. Les pays pauvres craignent d'être doublement victimes du climat et leur crainte est fondée.

En quoi la contribution climat-énergie est elle plus crédible que la taxe carbone proposée par le gouvernement ?

La CCE, telle que nous l'avons défendue visait à la fois l'efficacité écologique et la justice fis-

cale. Le gouvernement de droite a profité de la mobilisation en faveur du climat, pour imposer aux Français une nouvelle taxe dont les mécanismes de redistribution sont injustes. Le chèque vert, c'est-à-dire la somme restituée aux familles, est cumulable avec le bouclier fiscal ! Le refus de la droite d'inclure l'électricité dans la contribution a brouillé le message. Il n'est pas question de sobriété mais de pénalités sur les familles qui vivent loin des centres ville qui n'ont pas accès aux transports en commun et se chauffent au fuel. La fiscalité écologique pour être utile, doit être pédagogique, portée par tous et donc juste. Avec sa taxe carbone, Sarkozy a tout faux.

**Propos recueillis par
Mohamed Boumadi**

SOCIALISME, ÉCODÉVELOPPEMENT, SOCIAL-ÉCOLOGIE

Ecologie et socialisme : un seul combat

«Bâtir un monde nouveau et meilleur; respectant la dignité de la personne humaine et assurant la sauvegarde de la planète est la tâche première des socialistes.

Les socialistes défendent un nouveau modèle de développement, à l'échelle de la planète, qui conjugue la croissance, l'innovation, l'impératif écologique, la création d'emplois, la protection sociale.

Les socialistes agissent pour que la croissance économique et la production de richesses s'effectuent en réduisant les prélèvements sur les ressources non renouvelables et en renforçant la cohésion sociale.

La volonté des socialistes est de contribuer à faire de la France un pays ouvert, respecté dans le monde, œuvrant pour la paix, les droits de l'Homme et le développement durable».

Extraits de la déclaration de principes adoptée par le Parti Socialiste en juin 2008

Soutien aux sans papiers

Un collectif de citoyens de Thorigné-Fouillard s'est mobilisé pour organiser le 7 novembre une soirée de soutien aux personnes sans papiers. La soirée a rencontré un vif succès. Grâce au soutien des élus de la majorité municipale, des moyens ont été mis à disposition pour organiser une table ronde et un concert dont les bénéfices seront reversés aux associations qui militent tous les jours aux côtés des sans-papiers.

L'équipe municipale conduite aujourd'hui par Jean-Jacques Bernard s'était déjà engagée au cours du précédent mandat et avait accueilli deux familles géorgiennes qui sont maintenant régularisées. Elle a conscience du problème de l'accueil des demandeurs d'asile et mettra tout en œuvre, en collaboration avec Rennes-Métropole, pour obliger le gouvernement à respecter les fondamentaux de notre constitution.

Marie-Renée Bot,

Adjointe à la Culture et à l'Animation
à Thorigné-Fouillard

Certains voudraient faire croire que la préoccupation du développement durable ou de l'écologie est toute récente et à visée purement électoraliste au Parti Socialiste. Les lignes qui suivent font justice de ce procès d'intention.

Texte 1

Marginale, l'écologie ? Elle est centrale. Centrale par la problématique qu'elle exprime : pour la première fois dans l'histoire de la planète, l'homme peut rompre durablement les cycles de la vie, casser les régulations existantes, démolir ce qui l'entoure et lui-même avec, bref détruire l'humanité. Refuser ce danger-là, rien n'est plus important. (...) Le contrat fondateur n'est pas passé seulement par les hommes entre eux, il doit avoir la nature pour partenaire, il n'est pas seulement social, il doit être aussi «contrat naturel».

[...] J'ai souvent affirmé que le PS devait devenir ou plutôt redevenir le premier parti écologiste de France. Des commentateurs bien intentionnés ont voulu y voir le comportement récupérateur d'un parti attrape-tout. Ils se trompent. Entre socialisme et écologie il n'y a pas opposition mais complémentarité.

[...] Les atteintes à la nature et au cadre de vie ne sont ni une donnée du malheur ni l'effet de l'inconscience, de la cupidité ou de la noirceur des hommes. Autant que le collectivisme à l'Est, et aussi sauvage que lui, le capitalisme libéral porte une lourde part de responsabilité.

[...] Il faudra bien en venir à mettre en cause notre modèle de développement lui-même. (...) La qualité de vie n'est pas seulement la course au niveau de vie.

[...] Alors qu'auparavant les deux facteurs de production reconnus étaient le capital et le travail, la nature devient également centrale. Elle doit être traitée comme telle, et non considérée comme un «solde». Le concept de développement doit faire place à celui d'écodéveloppement.

Texte 2

La gauche (...) doit retenir parmi ses priorités centrales une authentique politique écologique.

[...] Il y a déjà plus de dix ans, j'avais évoqué le concept d'«écodéveloppement» pour qualifier la démarche que je souhaitais, à la fois économique et écologique. Avec la social-écologie, c'est de cela qu'il s'agit. Une démarche authentiquement écologique doit devenir centrale dans la définition de nos politiques. Elle suppose que nous nous interrogeons sur nos modes de production, que nous prenions conscience des dangers de la marchandisation du monde et que nous pratiquions une réelle coopération internationale. Elle offrira un véritable contenu, intellectuel et politique, à la notion de développement durable, et non de simples bonnes paroles. La tâche est immense. Au travail !

Qui a écrit ces lignes et à quelle date ? C'est ce que vous découvrirez dans l'encadré ci-dessous.

BULLETIN D'ABONNEMENT

**VOTRE ABONNEMENT À L'UNITÉ 35
ARRIVE À ÉCHÉANCE ?**

UN BON RÉFLEXE : RÉABONNEZ-VOUS

BULLETIN À RENVOYER À L'UNITÉ 35 :
22, RUE DE LA CHALOTAIS - 35000 RENNES

NOM : _____

PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : [] [] [] [] [] []

VILLE : _____

(0,76 EUROS, LE NUMÉRO - 10 NUMÉROS PAR AN).
CHÈQUE À L'ORDRE DE L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE DE
FINANCEMENT DU PARTI SOCIALISTE D'ILLE-ET-VILAINE (ADFPS 35)

Texte 2 : Pour une social-écologie (libération), 17 juin 2003, par Laurent Fabius
Texte 1 : C'est en allant vers la mer, Laurent Fabius, Editions du Seuil, 1989 : extraits du chapitre IV «Ecodéveloppement» pages 87-107

La justice fiscale et la politique du gouvernement Fillon-Sarkozy

Qu'est-ce, selon vous, qu'un impôt juste ?

Jean-Yves Le Drian : Il faut d'abord rappeler quelles sont les fonctions de l'impôt. Je pense que nous serons d'accord, tous les trois, pour dire que l'impôt a une fonction républicaine et démocratique, une fonction de responsabilisation et une fonction de solidarité.

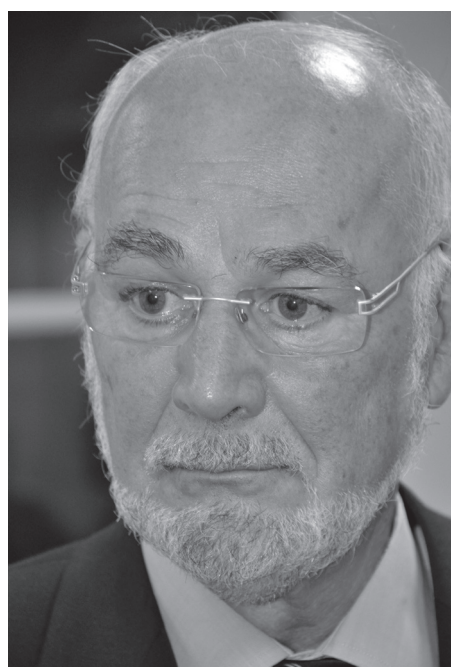


Jean-Yves LE DRIAN

Si je prends la fonction républicaine et démocratique, demander aux citoyens de participer en toute transparence au financement de l'action publique est une nécessité. C'est aussi une condition de la mise en œuvre démocratique du projet républicain. En effet, sans contribution librement apportée par les citoyens, l'action publique serait placée sous la dépendance des puissances de l'argent qui décideraient arbitrairement ce qui est bon ou prioritaire au gré de leurs intérêts. Ce qui vaut pour l'Etat central vaut évidemment pour les institutions décentralisées.

Entretien avec
Daniel Delaveau,
Maire de Rennes et Président de Rennes-Métropole,
Jean-Yves Le Drian,
Président de la Région Bretagne,
et **Jean-Louis Tourenne,**
Président du Conseil général d'Ille-et-Vilaine.

Jean-Louis Tourenne : C'est évident. La valeur d'une société humaine ne peut se mesurer simplement à l'accroissement de ses richesses mais à la façon dont elle les répartit, à sa capacité de mettre en place des outils collectifs de justice sociale. L'impôt peut être l'un de ses outils. L'impôt juste est un droit, et non une punition. Il est l'attribut du citoyen et il doit être une règle commune.



Jean-Louis TOURENNE

Daniel Delaveau : Oui. Un impôt juste est un impôt qui a une utilité et une finalité sociales, de solidarité. L'impôt est destiné à être redistribué et à finan-

cer des services d'intérêt collectif. Dans le contexte actuel par exemple, l'impôt nous sert à relancer et à soutenir l'activité économique, mais aussi à appuyer nos politiques sociales en direction de ceux qui se retrouvent fragilisés. Pour cela, l'impôt se doit d'être progressif et calculé sur les revenus de chacun. Or, le seul impôt progressif qui existe est l'impôt sur le revenu. Un impôt qui ne représente que 17% des recettes fiscales de l'Etat, bien moins que la TVA, injuste par définition. Il en est de même pour la fiscalité locale, non progressive et au mode de calcul complexe.

Jean-Louis Tourenne : Il faut rappeler sans cesse que l'impôt juste est celui qui pèse sur tout le monde : du plus fort au plus faible.

Jean-Yves Le Drian : Cela nous ramène à cette question de la responsabilisation par l'impôt. Personnellement, je pense très utile l'obligation faite à chaque personne de participer, selon ses moyens, au financement de l'action publique par l'impôt.

Les exonérations successives — fruit, très souvent, du travail des lobbies — éloignent les citoyens de la prise de conscience du coût des services publics qui leur sont apportés. Il en résulte parfois une dévalorisation anormale de ces services qui représentent pourtant un effort important des collectivités, nationales ou locales.

Ce raisonnement s'applique évidemment à ce que l'on appelle souvent les « niches fiscales » qui privent la collectivité de moyens considérables (plusieurs dizaines de milliards d'euros) sans réelles justifications et aux dépens de la totalité des autres contribuables tenus de compenser ces privilèges anormaux.

Daniel Delaveau : Pour ma part, je défends la nécessité d'une véritable réforme de notre système fiscal, au niveau national comme au niveau local. C'est une nécessité pour nous socialistes.

Il y a un accord manifeste entre vous sur ce qu'est un impôt juste. En quoi la politique fiscale, appliquée jusqu'à ce jour par Sarkozy, vous paraît-elle condamnable ou critiquable, de ce point de vue ?

Daniel Delaveau : Les choix fiscaux opérés par le gouvernement Fillon, mais aussi par ses prédécesseurs, vont malheureusement tous dans le même sens : les classes les plus riches voient leurs impôts se réduire. Et c'est l'ensemble de la population, à travers toutes les nouvelles taxes créées par ce gouvernement, qui doit compenser ces cadeaux fiscaux.

Jean-Louis Tourenne : La politique fiscale de Sarkozy est condamnable, précisément, parce qu'elle est profondément injuste. Le Président de la République a préféré construire un bouclier fiscal plutôt qu'un bouclier social. Il faut décrire cette politique comme elle est : favorisant les riches, les 10% de Français qui possèdent la moitié de ce pays.

Jean-Yves Le Drian : La politique fiscale de Sarkozy peut légitimement être taxée de provocatrice. Le slogan de sa campagne électorale sur ce sujet était : «pas d'impôts nouveaux !» Sarkozy tablait alors sur la croissance et la poursuite des transferts de charges aux collectivités pour respecter son engagement. Les transferts de charges vers les collectivités ont bien eu lieu mais la croissance s'est effondrée. Le «bouclier fiscal» a fait perdre plus de 10 milliards d'euros par an au budget de l'Etat, la baisse de la TVA sur la restauration, 3 milliards. L'entêtement, très idéologique, de Sarkozy sur la fiscalité place aujourd'hui la France dans une situation très critique : endettement qui explose (1250 milliards d'euros prévus en 2010), déficit public sans précédent, coupes sombres dans les services publics, sécurité sociale qui ne peut plus remplir son rôle d'amortisseur social... Et ce n'est pas le «grand emprunt» qui permettra de redresser la situation !

Daniel Delaveau : La droite opère ainsi selon sa tactique habituelle : en dé-

séquilibrant les comptes publics, elle fragilise les services publics locaux et nationaux, pour ensuite mieux les détricoter. Nous ne pouvons le cautionner.

Jean-Louis Tourenne : Tout cela entretient une illusion profondément enracinée : toute baisse d'impôt serait nécessairement positive. Or, ce que le contribuable ne paie pas, l'usager le fera, introduisant mécaniquement une inégalité entre ceux qui auront les moyens de financer le service et les autres. C'est inacceptable.



Daniel DELAVEAU

La condamnation du passé est sans appel. Pouvons-nous aller plus loin. Qu'est-ce qui, dans les prétendues réformes annoncées, vous paraît dangereux pour les Français ?

Jean-Yves Le Drian : Face au désastre financier provoqué par son incapacité à gérer correctement le pays, Sarkozy poursuit sa fuite en avant en annonçant jour après jour de nouvelles réformes dans un apparent désordre. Je dis «apparent» car, s'il est vrai que l'annonce de la suppression de la Taxe Professionnelle a été faite dans l'improvisation, le processus enclenché par les réformes fiscales et territoriales annoncées relève, lui, d'une claire stratégie ultra libérale ! Ne maîtrisant plus, ou très peu, l'évolution de leurs recettes, les collectivités vont être contraintes de se retirer de nombreux services publics, manifestations, équipements qu'elles n'auront plus les moyens

de financer. C'est précisément ce que souhaitent Sarkozy et ses conseillers, qui ont depuis longtemps considéré l'action publique en général comme inefficace et devant être cantonnée à ce que le «privé» ne peut ou ne sait faire.

Daniel Delaveau : Disons-le clairement : il y a la réforme et il y a la «contre-réforme». Là où une réforme doit servir l'intérêt général, les «réformes» de la droite visent pour l'essentiel à servir des intérêts particuliers. Nous l'avons montré en matière fiscale. A la nécessité de réformer nos collectivités, à la clarification des rôles et des missions de chacun, l'Etat ne répond que par un jeu démagogique (la suppression de la moitié des conseillers généraux ou régionaux ne réduira pas les dépenses des collectivités) et politique : le tripatouillage électoral. L'enjeu démocratique est ailleurs et il est immense.

Jean-Louis Tourenne : Je retiens le terme de «prétendues». Aujourd'hui, au nom d'une drôle de modernité, on fait passer un nombre sans précédent de «réformes» qui portent en elles les ferments de la division du corps social. Le Président est un grand communicant. Par un discours conçu non pas pour élever la pensée mais pour soulever l'émotion, il oppose peu à peu les Français les uns contre les autres. Les travailleurs, les chômeurs et les accidentés du travail. Les riches et les pauvres. Les jeunes et les anciens. Les «avec papiers» et les «sans papiers»... et la liste est longue ! Nous assistons à une entreprise de concentration inédite : gouvernement, parlement, collectivités territoriales, justice, médias, toutes ces institutions sont rabaissées, dévalorisées, dénigrées, récupérées, manipulées... Il faut dire et répéter que le régime du Président Sarkozy est différent de tous ceux qui l'ont précédé, y compris à droite. Il est porteur de tous les dangers.

**Propos recueillis
par Jean-François Picaut**

Fiscalité et collectivités

La régression territoriale organisée par Sarkozy

La Région pour de vraies réformes fiscales et territoriales

Lorsque la gauche bretonne a pris les rênes de la région, en 2004, elle a trouvé une Région assoupie, sans projet sinon ferroviaire (BGV - Bretagne à Grande Vitesse), sous administrée, aux moyens limités, avec des dotations d'Etat inexplicablement injustes (elles le sont toujours !).

Le défi à relever était important : mettre en œuvre le «contrat pour la Bretagne» que j'avais proposé et que les Bretons avaient choisi ainsi que le plan ferroviaire, voulu par tous mais coûteux pour les finances publiques régionales (650 millions d'euros). Le tout sur fond de transferts de charges mal compensés par l'Etat.

Nous avons alors décidé deux hausses fiscales raisonnables pour financer les projets ferroviaires et le « contrat » (hausses fiscales que la Droite avait aussi prévues, des documents en témoignent), le renforcement de notre autofinancement pour garder un bon rapport investissements / dette, celui de l'administration régionale pour mettre en œuvre nos projets et assumer les nouveaux transferts de charges décidés par l'Etat Chirac-Sarkozy.

Tout ceci a été mené avec détermination et raison. Le dynamisme économique de la Bretagne a été considérablement accentué, sans amputer le pouvoir d'achat des familles.

Nous sommes sur la bonne voie mais l'avenir est incertain. Nous souhaitons de vraies réformes fiscales et territoriales, permettant aux Régions françaises de jouer leur rôle. Le niveau régional est le bon niveau pour conduire nombre de politiques, l'exemple de l'eau est frappant.

Nous allons nous battre pour notre vision d'une France et d'une Bretagne décentralisées, solidaires, responsables et créatives.

Jean-Yves Le Drian
Président du Conseil Régional

Le Département étouffé par les transferts de charges

En Ille-et-Vilaine, chacune de nos décisions s'inscrit dans un projet stratégique qui a été imaginé et appliqué à budget constant. Il n'appellait pas et n'appelle toujours pas de hausses de la fiscalité : ni hier, ni aujourd'hui, ni demain.

Si nous avons été amenés à augmenter la fiscalité, c'est uniquement du fait de l'Etat qui organise l'étouffement des collectivités, notamment au travers des transferts de charges non compensées qui est une réalité

pour l'ensemble des conseils généraux. Pour notre département ces transferts pèsent sur notre budget à hauteur de 91 millions d'euros.

L'impôt est nécessaire car il permet de fournir à notre territoire les ressources nécessaires à l'accomplissement d'un projet qui lui ressemble, dont les socles sont la solidarité entre individus et entre territoires. Mais l'impôt ne doit pas pénaliser les plus faibles.

C'est pourquoi, nous avons veillé à conserver une fiscalité modérée. Le niveau d'imposition en Ille-et-Vilaine est le plus faible de Bretagne et le 76^e, par ordre décroissant, de France.

Jean-Louis Tourenne
Président du Conseil Général

Rennes Métropole : un rôle majeur dans le quotidien des habitants

55% de ses recettes de fonctionnement, 90% de ses recettes fiscales : les 148 millions d'euros de recettes de la taxe professionnelle pèsent lourd dans le budget de l'agglomération. Une ressource qui constitue donc de très loin la première ressource fiscale propre, loin devant «l'impôt ménage» qui rapporte 13,5 millions d'euros.

Si l'impact de la réforme de la taxe professionnelle ne se fera sentir pleinement que sur le budget 2011 de Rennes Métropole, ses conséquences doivent être mesurées et prises en compte dès aujourd'hui. La pérennité incertaine des compensations annoncées par l'Etat et la perte d'autonomie fiscale pèseront fortement sur la gestion de nos collectivités dans les années qui viennent. D'autant plus qu'une compensation fixe ne saurait en effet remplacer une ressource fiscale aujourd'hui dynamique.

Pourtant, les politiques développées par Rennes Métropole ont un rôle majeur, dans le quotidien des métropolitains : en termes économiques, les effets de la politique des transports ou celle de l'habitat ont en effet un impact majeur sur le pouvoir d'achat. A titre d'exemple, en matière d'habitat, Rennes Métropole s'est engagée à produire 4500 logements par an, dont la moitié en logements aidés. Ainsi, pour un appartement de 4 pièces, l'écart mensuel entre un loyer « aidé » et le prix du marché est en moyenne de 300 euros, soit un gain de pouvoir d'achat de 3600 euros par an. C'est ce type d'intervention publique des collectivités qui se retrouverait fragilisée demain par la réforme de la taxe professionnelle.

Jean-Luc Chenut,
Vice-Président de Rennes Métropole

Ville de Rennes : investir et maintenir les services

Après 6 années de stagnation, la ville de Rennes a fait le choix d'augmenter en 2009 les taux d'imposition des trois taxes dont elle a la maîtrise : la taxe d'habitation et les taxes sur le foncier bâti et non-bâti. Cette évolution globale de 9% répondait à deux enjeux : engager les nombreux projets d'investissements (90 millions d'euros pour 2009) et financer les engagements de campagne de la nouvelle équipe municipale. L'élaboration du budget 2009 a également été marquée par le contexte de crise économique et sociale, qui imposait à la collectivité de disposer des outils et des moyens nécessaires pour jouer son rôle d'entraînement et de soutien à l'économie locale. C'est le rôle de l'impôt, outil de redistribution par essence.

Avant même que ne soit engagée la réforme de la taxe professionnelle, Rennes avait rappelé que les désengagements successifs et les désindexations des dotations provenant de l'Etat représenteraient un coût de 6,4 millions d'euros dans les finances municipales pour la seule année 2009.

La perspective de la réforme de la taxe professionnelle va aggraver cette situation même s'il est difficile aujourd'hui d'évaluer le risque. Dans le même temps, Rennes sera sollicitée à hauteur de 200 000 euros au titre de la nouvelle taxe carbone.

François André,
Adjoint au maire

Nicolas Sarkozy est fâché avec la vérité

«Monsieur Sarkozy a lancé une violente polémique contre les Régions dirigées par une majorité socialiste. Il prétend qu'elles sont frappées de «folie fiscale». Je veux simplement rappeler les faits : sur 100 euros d'impôts, le gouvernement prélève 78 euros, les Régions 2 euros. La hausse de la fiscalité des Régions entre 2003 et 2009, c'est trois euros par habitant et par an. La dette de l'Etat est 100 fois plus élevée que celle des Régions. Dernier chiffre : la Région qui a le plus augmenté ses impôts en 2009 (+14,3%) est la Région Alsace, une des seules gouvernées à droite. Je crois que Monsieur Sarkozy est fâché avec la vérité».

Laurent FABIUS
sur France Info 23/11/2009

LA FRANCE QU'ON AIME



Martine Aubry a conclu à Rennes, le 2 décembre, le Tour de France du Projet, qu'elle avait entrepris le 30 septembre dernier. A la halle Martenot, devant une salle comble, elle a tiré le bilan de ce qu'elle avait appris et brossé le cadre d'un nouveau projet de société pour la France.

Dans son mot d'accueil, Daniel Delaveau a rappelé quelques moments forts de Rennes : le club des députés bretons avant 1789, la communauté d'action entre ouvriers et intellectuels lors du procès Dreyfus et dit son espoir que la France qu'on aime soit une France où «vivre en intelligence» prenne tout son sens comme à Rennes.

Extraits :

Chers amis,

[...] Je le dis ici avec solennité et même gravité : l'identité de la France est un joyau trop précieux pour être soumis aux aléas des joutes électorales et aux vivats d'une propagande gouvernementale. Liberté, égalité, fraternité, laïcité, changer les mots en actes, voilà le grand défi. [...]

Voilà la France qu'on aime [...]. La France qui ne doute pas de son identité. La France qui s'inquiète du recul de sa démocratie, de son modèle social et de son vivre ensemble. La France qui aspire à une nouvelle donne pour l'avenir.

Une identité républicaine

[...] Etre Français, c'est d'abord et surtout partager des valeurs, être un citoyen avec des droits et des devoirs, et vouloir construire ensemble un avenir commun. [...] La France est un pays qui s'apprend plus qu'il ne s'hérite.

[...] La France, c'est l'égalité, et le modèle social qui la porte [...], c'est un pays où on ne doit laisser personne sur le côté de la route. [...] La France, ce sont des services publics, la puissance publique au service de l'intérêt général. La France, c'est le droit du sol [...]. La France, c'est la laïcité, qui accueille toutes les religions pourvu que la religion reste du domaine privé et qu'elle respecte le socle de nos valeurs communes. La France, c'est l'universalisme. [...] S'affirmer français, c'est toujours en même temps se sentir européen, se sentir internationaliste. [...]

Notre histoire

Aimer la France, c'est accepter de regarder son histoire en face... N'hésitons pas à dire que la France que nous aimons, c'est celle des ouvriers de 1848 sur les barricades de Paris, celle des Insurgés de 1851, pas celle du coup d'Etat de «Napoléon le petit» ; la France de la Commune, pas celle des Versaillais qui l'écrasèrent [...].



Des valeurs qui transforment la réalité

La France, ce ne sont pas seulement des valeurs inscrites au fronton des mairies, mais la volonté de leur donner une réalité forte...

Une nation métissée

C'est aussi une France qui s'assume pleinement comme la nation métissée qu'elle est aujourd'hui...

Comment ne pas penser, ici à Rennes, à Mona Ozouf, qui a magnifiquement parlé de cette tension permanente, de cette «composition française», de notre République unie, mais pas uniforme.

La gauche et la nation

[...] Si la nation n'appartient pas à la gauche, dans notre pays, la nation est née par la gauche et par les opposants à l'ordre établi, à l'Assemblée Constituante. Elle est née d'un projet politique : le projet de l'émancipation de l'homme, le projet de la liberté démocratique, le projet de l'égalité citoyenne...

Quelle société voulons-nous ?

— La première urgence, c'est l'emploi et le pouvoir d'achat. (Pour les mesures concrètes, dans ce paragraphe et les suivants, voir le compte rendu de La Rochelle «Etre utile aux Français», L'Unité 35 d'août-septembre 2009).

— La deuxième urgence, c'est le logement. [...]

— La troisième urgence, c'est de mettre fin aux rémunérations excessives et aux avantages fiscaux indus [...] mais aussi (de réaliser) la limitation de la hiérarchie des rémunérations.

[...] L'heure n'est plus à proposer quelques adaptations au système actuel, il faut en changer...

Il est temps de renoncer à nos renoncements.

Il nous faut en effet [...] une nouvelle donne économique et durable d'abord, en s'appuyant sur un Etat stratège qui régule puissamment l'économie, en oriente le cours et corrige les excès du marché ; un Etat stratège qui soutient la recherche et prépare l'avenir.

Nous voulons aussi une nouvelle donne sociale fondée sur un autre partage des richesses, sur une fiscalité profondément redistributive et une revalorisation du travail [...] ; mais aussi (une) nouvelle donne démocratique [...]. Il nous faudra en 2012, construire une 6^e république fondée sur un régime parlementaire fort [...].

Dans le fond, ce que nous voulons, c'est une société qui prend soin de chacun, où chacun prend soin des autres, et où ensemble nous prenons soin de l'avenir.

C'est cela la France qu'on aime. Nous la ferons avec vous.

C'est cela le message de Rennes.



Le discours de Martine Aubry est accessible sur le site du Parti socialiste : <http://discours.parti-socialiste.fr/2009/12/02/martine-aubry-la-france-quon-aime/>.

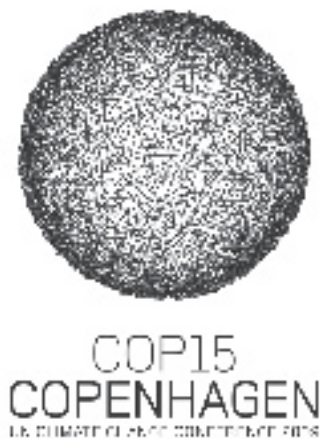
LES JEUNES SOCIALISTES BRETONS se lancent dans la campagne des régionales



Si le MJS est actuellement en phase de congrès, cela n'empêche pas ses militants d'être sur tous les fronts. Et l'un des fronts qui tendra, dans les mois à venir, à devenir de plus en plus priorité est celui des régionales. C'est pourquoi à l'occasion de sa dernière rencontre, le comité de coordination régionale (CCR) du MJS Bretagne, dirigé par Gwen Stephan, ancien Animateur Fédéral du MJS 35, a décidé de se transformer pour les élections régionales en comité de campagne «jeunes». De nombreux projets sont déjà à l'ordre du jour. Au mois de décembre, une campagne pour inviter les jeunes à s'inscrire sur les listes électorales sera menée conjointement par toutes les fédérations bretonnes.

Deux week-ends régionaux de débat et de formation sont également programmés. Le but de ce comité de campagne «jeunes» est de coordonner et de mutualiser les campagnes afin de s'adresser directement aux jeunes et les amener à voter socialistes en mars prochain.

URGENCE CLIMAT/ JUSTICE SOCIALE : le MJS 35 s'engage...



Le sommet de Copenhague qui préparera l'après Kyoto aura lieu début décembre 2009. Or si Kyoto n'a pas brillé par sa réussite (+10% des émissions des gaz à effet de serre depuis 1990), les premières pistes avancées pour le Cop 15, comme on l'appelle, sont plus qu'inquiétantes et ne présagent rien de bon alors que nous devrions réduire selon les experts nos émissions de gaz à effet de serre de 50% d'ici à 2050. En effet, le marché des droits à polluer serait étendu. Par exemple, le nucléaire serait source de points supplémentaires car

considéré comme énergie propre (???) tout comme la «volonté de ne pas déforester». Sans parler des fausses solutions qui seront apportées comme réponses ultimes aux problèmes climatiques tels les agrocarburants ou le développement du nucléaire (marotte de Nicolas Sarkozy qui souhaite vendre des centrales partout). Le Mouvement des Jeunes Socialistes a rejoint avec d'autres organisations (Sud étudiant, Unef, NPA jeunes, les Jeunes Verts, le Parti de Gauche jeunes, etc...) le collectif Urgence Climat/ Justice Sociale afin de préparer un contre sommet et d'apporter d'autres éléments au débat comme la question de la dette écologique et la nécessité d'un changement de modèle de société. En effet, la crise écologique est également une crise de la société capitaliste.

Le Mouvement des Jeunes socialistes d'Ille-et-Vilaine poursuivant les efforts de son organisation au niveau national a appelé quant à lui à la formation d'un collectif local sur ces questions afin de faire partager ces réflexions et de contribuer au débat sur ces questions.

Europe & socialisme

Congrès du PSE à Prague, les 7 et 8 décembre 2009. Les Congrès du PSE se tiennent tous les 2 ans et demi et permettent de réunir plus de 330 délégués des partis membres du PSE ainsi que de nombreux invités et militants du PSE. Ces derniers sont en effet, depuis 2006, invités tant aux Congrès qu'aux Conseils (qui se réunissent les années sans Congrès) du PSE ; cette décision a été prise afin de permettre aux militants de la base d'avoir un aperçu du travail du PSE et de les intégrer d'une façon novatrice dans la politique européenne.

Ces Congrès sont notamment l'occasion de décider de l'orientation politique du PSE, d'élire son président et d'adopter les changements aux statuts de l'organisation. Le Congrès de cette année a constitué le point de départ d'un vaste débat sur la Gauche européenne au 21^e siècle.

Plus d'informations sur :
<http://www.pes.org/fr>

Le Forum progressiste mondial — *The Global Progressive Forum* ou GPF a été créé par le PSE, son groupe au Parlement Européen, l'Internationale Socialiste et plusieurs partenaires tels que syndicats, ONG, représentants politiques et citoyens ordinaires — a lancé une campagne paneuropéenne appelant à une réforme globale de la finance européenne et mondiale. La campagne «Regulate Global Finance Now !» («Régulons la finance internationale maintenant !») a pour objectif de faire pression sur les institutions de l'UE et sur les Etats membres afin d'adopter une réforme des marchés financiers et de remodeler le monde de la finance internationale.

Plus d'informations sur :
<http://europeansforfinancialreform.org/home>

Marc Sallent
Section Rennes-Nord

Convergences culturelles, la culture et la cité



Entretien avec
Ahmed Chatmi, Président de l'UAIR (Union des Associations Interculturelles de Rennes) et Katja Krüger, Conseillère municipale en charge de la Diversité culturelle (groupe communiste) Rennes.

Comment présenter l'UAIR qui a organisé Convergences culturelles ?

Ahmed Chatmi : L'UAIR, c'est une union d'associations, créée en 1983 à la suite de l'ASTI. Elle regroupe une quarantaine d'associations et œuvre pour la promotion sociale, culturelle et professionnelle des personnes d'origine étrangère et de leurs familles. Elle est de tous les combats contre la discrimination et le racisme, pour le respect des valeurs de laïcité et de citoyenneté républicaine. Son action se décline en un pôle social, un pôle senior, un pôle associatif, un pôle ressources et un pôle culturel. Ce dernier organise avec la Ville des convergences (coproductions associatives, ateliers interculturels...)



copyright : Nicolas Joubard

Pourquoi la Ville de Rennes soutient-elle ce festival ?

Katja Krüger : La Ville de Rennes soutient le festival «Convergences culturelles» le plus naturellement du monde ! Nous sommes attachés à ce que les cultures apportées par les Rennais venus d'ailleurs prennent toute leur place dans notre ville. Alors que la droite veut mettre au pas les écrivains, nous préférons que les cultures s'expriment, se rencontrent, construisent du commun.

Quelle est l'histoire de Convergences culturelles ?

Ahmed Chatmi : Un festival de l'immigration est organisé à Rennes tous les ans depuis 1980. L'UAIR est née de ce festival : en l'organisant, des Rennais d'origines différentes ont appris à travailler ensemble et à se connaître. Aussi, dès 1984, est-il appelé «Festival de l'UAIR», puis «Festival de la diversité culturelle de Rennes», à partir de 1986, pour devenir en 2004 «Convergences culturelles de Rennes».

Quels ont été les moments forts de cette 6^e édition ?

Ahmed Chatmi : Toutes les manifestations valent bien sûr le détour. J'en mentionnerai trois. Esma Redzepova, la reine Tzigane a donné pour Convergences un concert à l'Opéra. Un atelier-théâtre auquel participent des associations de l'UAIR a présenté «Rive Rêvée où la mer l'a posé» en partenariat avec la compagnie Paci-Bès. Un concert a été donné par l'Orchestre de la Diversité. C'est un atelier de musiques du monde avec la participation d'associations des quatre continents, de professeurs de musique et de leurs élèves.

Convergences culturelles a consacré un après-midi au droit d'asile. Comment celui-ci évolue-t-il ?

Katja Krüger : Je suis particulièrement préoccupée par la situation des migrants en France, ce qu'ils subissent me révolte et je combats les politiques nationales menées par le gouvernement actuel. Ce que vivent les demandeurs d'asile, notamment ceux qui sont présents à Rennes est inacceptable ! L'Etat doit immédiatement prendre ses responsabilités et, comme l'y oblige la loi, il doit, je cite «offrir des conditions d'accueil satisfaisantes pendant toute la durée de leur procédure d'asile».

L'asphyxie des collectivités par la droite entraîne une réduction de leur budget culture. Que dire de ce nouveau coup dur pour le spectacle vivant après l'attaque du statut d'intermittent ?

Katja Krüger : Marin Karmitz, Président du Conseil pour la création artistique et fraîchement converti au Sarkozysme, ne manque pas d'air lorsqu'il affirme sur *Europe 1* que les artistes ne doivent pas «se considérer uniquement comme des assistés» ! C'est une vraie provocation venant de la part de la droite, alors que l'Etat ne finance plus qu'un quart de la dépense publique culturelle. Et ceci a pour effet de renforcer l'uniformisation culturelle. Effectivement, les lieux de spectacle vont beaucoup hésiter avant de prendre des risques et privilégier les productions avec lesquelles ils sont sûrs de remplir les salles. La culture ne doit pas se borner à ce qui plaira à coup sûr, elle doit aussi surprendre, bousculer, déranger.

Comment l'équipe de Convergences culturelles envisage-t-elle l'édition de l'an prochain ?

Ahmed Chatmi : Après chaque édition nous faisons un bilan avec la Ville et un autre avec les associations participantes. Ils permettent de recueillir les idées nouvelles que nous réaliserons ensemble l'année suivante.

Convergences culturelles montre que la culture permet de dénoncer l'oppression. Les pièces de Pasolini qui vous sont chères et que vous interprétez en sont un autre exemple. Pourriez-vous nous l'expliquer ?

Katja Krüger : Les trois pièces courtes de Pasolini qu'on a choisies de monter avec la compagnie Théâtre des Opérations (Un petit poisson, Italie magique et Vif et Conscience) mettent en scène trois figures féminines qui sont une sorte d'allégorie de la conscience humaine. C'est l'inconscient de chaque spectateur avec ses contradictions, ses doutes, qui est interpellé. Ces pièces ne donnent pas de solution ou de plan de lutte politique, elles ne produisent pas de discours tout faits et consommables. C'est peut-être en ça que ces pièces dénoncent l'oppression, oppression que produit aussi une culture populiste où tout est «prémâché» et «prépensé».

Un dernier mot ?

Ahmed Chatmi : Le nom «convergences» nous a été inspiré par la première marche des beurs en 1983, appelée marche pour l'égalité. Cette manifestation qui traduit l'interculturalité de notre société est la meilleure réponse à ceux qui veulent aujourd'hui opposer immigration et identité française.

**Propos recueillis par
Jean-Marie Lion**

Pour en savoir plus sur
**Convergences culturelles
et l'UAIR :**

<http://www.uair.org/>
62, rue de Dinan - 35000 Rennes